Tracés. Revue de Sciences humaines

11 (2006)
L'engagement

Paul Costey et Anton Perdoncin

Entretien avec Isabelle Sommier. L'altermondialisme : une nouvelle forme d'engagement?

Avertissement
Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.
Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.
Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique
Paul Costey et Anton Perdoncin, « Entretien avec Isabelle Sommier. L'altermondialisme : une nouvelle forme d'engagement? », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 11 | 2006, mis en ligne le 11 février 2008, consulté le 12 octobre 2012. URL : http://traces.revues.org/254 ; DOI : 10.4000/traces.254

Éditeur : ENS Éditions
http://traces.revues.org
http://www.revues.org

Document accessible en ligne sur : http://traces.revues.org/254
Ce document est le fac-similé de l'édition papier.
© ENS Éditions

Entretien avec Isabelle Sommier. L'altermondialisme : une nouvelle forme d'engagement ?

Politiste, enseignante à l'université Paris I et directrice du Centre de Recherches Politiques de la Sorbonne, spécialiste du mouvement altermondialiste, Isabelle Sommier a d'abord rédigé une thèse sur la violence d'extrême gauche dans les années 1960-1970, en France et en Italie et s'est intéressée à la mafia et au terrorisme, puis au renouveau du militantisme. Autant dire qu'elle possède une connaissance pointue des questions d'engagement et de ses modalités durant les quarante dernières années. C'est à ce titre que nous avons souhaité l'interroger, afin de mieux comprendre l'originalité de l'altermondialisme au regard de formes plus anciennes de militantisme politique, les déplacements que ce mouvement fait subir aux lignes de fracture traditionnelles du politique. Elle a co-dirigé une importante enquête sur le deuxième Forum Social Européen qui s'est tenu à Paris en 2003 (avec Éric Agrikoliansky, *Radiographie du mouvement altermondialiste*) et a publié au préalable un panorama des mouvements altermondialistes (*Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*), dont elle livre les conclusions dans cet entretien.

Tracés : *On a tendance à se représenter l'altermondialisme comme un mouvement disparate, une réunion improbable de courants pour le moins divers, sinon opposés. Quelles sont les différentes organisations qui composent l'altermondialisme et quels sont les clivages qui le structurent ?*

I. Sommier : Il faut d'abord préciser l'altermondialisme où et quand, car je pense qu'il est un peu abusif de parler *du* mouvement altermondialiste. Il serait préférable de parler *des* mouvements altermondialistes ou mieux de *moments* ou de mobilisations altermondialistes, car lorsque l'on regarde les groupes les plus régulièrement investis, on s'aperçoit que les organisations *ad hoc*, c'est-à-dire constituées autour de la lutte contre la globalisation économique et financière de type libéral sont très peu nombreuses (Attac ou Vamos par exemple. Certaines n'existent plus aujourd'hui, comme Aarrg, les Apprentis Agitateurs pour un Réseau de Résistance Globale). Les organisations récentes spécialisées dans la dénonciation de la mondialisation néo-libérale sont peu nombreuses en tant qu'organisations, les autres, qui consti-

tuent le plus grand nombre, sont de création très antérieure. On retrouve, dans ces mobilisations altermondialistes, à peu près toutes les strates de l'action collective : les syndicats, les dits « nouveaux mouvements sociaux » de l'après-68, les mouvements plus récents, constitués dans les années 1980 ou 1990, comme le « mouvement des sans ». On a donc des groupes très différents du point de vue des traditions militantes, des modes organisationnels comme du point de vue des causes qu'ils défendent, puisque leur cause est antérieure à la lutte contre la globalisation économique et financière. Tout ça pour dire que les mobilisations altermondialistes sont toujours des rassemblements à géométrie variable suivant le lieu, le contexte, l'objet de la mobilisation, d'organisations assez différentes. Un moment altermondialiste ne va pas réunir les mêmes forces militantes s'il a pour objet de dénoncer le FMI et la Banque Mondiale ou l'Union Européenne. Selon les cas, il y aura une famille de mouvement plus investis, mettons les syndicats et les « sans » lors de la contestation du sommet européen à Nice en décembre 2000, les « humanitaires » pour dénoncer la politique d'ajustement structurel du FMI. Il faut être attentif à ces moments, aux contextes car, on le voit bien en France, l'investissement dans l'altermondialisme a été très rapide, mais les organisations se recentrent depuis deux ans sur des enjeux strictement nationaux. Le tournant transnational est moins apparent aujourd'hui et cela sera sans doute le cas jusqu'en 2007. C'est un mouvement extrêmement labile, aux frontières floues, extrêmement sensible aux contextes et évolutif. La situation française n'est pas la même que la situation italienne, par exemple. Les deux forces motrices en Italie sont l'univers catholique et l'univers anciennement communiste, alors qu'en France, les organisations d'ancrage confessionnel arrivent plus tardivement dans le mouvement « alter » et ne constituent pas les forces les plus importantes. Les plus investis sont les nouveaux syndicats (la Confédération paysanne, les Sud, la FSU), la mouvance tiers-mondiste transformée à la fin des années 1980, par exemple le CRID (Centre de recherche et de d'information pour le développement), le CADTIM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), les mouvement des « sans » et évidemment Attac. En France, il y a une empreinte sociale plus marquée et centrée autour des services publics, de l'Etat social.

Tracés : *Mais alors, peut-on parler de « mouvement altermondialiste » ? Qu'est-ce qui « fait mouvement », pour reprendre l'une de vos expressions, au-delà des oppositions politiques ?*

I. Sommier : Je voudrais, en premier lieu, souligner une spécificité française : la vision critique de la mondialisation néo-libérale est très largement partagée sur l'ensemble de l'échiquier politique. À l'exclusion du Front National, toutes les forces politiques de gouvernement de la droite au Parti socialiste se sont bousculées à Porto

Alegre. Jacques Chirac fait régulièrement des interventions sur l'écologie, la dette, donc il y a un climat propice à cette dénonciation et qui renvoie, selon moi, à un certain attachement ici à des valeurs universalistes (et à la prétention de les porter partout ailleurs). En quelque sorte, le modèle social français serait le dernier barrage contre la déferlante néo-libérale, et il s'agirait de le protéger, idée défendue y compris à droite. Ce relatif bon accueil est spécifique à la France et se retrouve dans les médias. Il y aurait d'ailleurs une étude à faire pour comprendre la bonne disposition des journalistes à relayer immédiatement le label anti-mondialisation et plus encore le passage d'anti- à alter-mondisme qui apparaît en 2002 à l'initiative d'Attac et qui va être repris très rapidement par les médias.

De l'anti-mondialisation à l'altermondialisation

Les travaux de Jean-Gabriel Contamin [1] montrent que le label anti-mondialisation apparaît en 1999 à Seattle. En 2002, il va être remplacé par « alter-mondialisation » qui est le terme pensé par une partie du mouvement, du côté d'Attac. Pourquoi ce changement ? D'une part pour se dissocier des mouvances souverainistes, voire de la droite radicale. D'autre part, pour rompre avec la dénotation négative qui donne l'image d'un mouvement arc-bouté sur le passé, alors même que la mondialisation existe et va se poursuivre. C'était une manière pour les militants de montrer qu'ils étaient favorables à une autre mondialisation et à travers cela que la mondialisation des sociétés civiles était antérieures ou au moins concurrentes de la mondialisation des flux économiques et financiers. La translation de l'« anti- » à l'« alter- » avait également un objectif interne, celui de lancer une nouvelle phase stratégique : après la dénonciation venait le temps des propositions.

I. S.

Mais avant ce rassemblement dans l'espace coopératif de l'altermondialisme, il faut noter que tous les nouveaux groupes, comme les syndicats autonomes ou le mouvement des « sans », ont connu de manière préalable un mouvement de fédéralisation pour regrouper leurs forces à la fois humaines et matérielles. Il y a donc cette tendance à se rassembler pour former des groupes et réaliser des économies d'échelle, mettre en commun un savoir-faire, des ressources, etc. Par exemple, lorsque Sud va intégrer le G10 (Union syndicale solidaire), il va lui donner un nouveau souffle, ce qui illustre bien ce processus qui conduit des syndicats autonomes, non confédérés, à s'associer. *Idem*, pour les « sans ». À partir de la rue du Dragon en 1994 et ensuite le mouvement de décembre 1995, il y a eu à la volonté de lier les luttes des « sans-

1. Voir J.-G. Contamin, in E. Agrikoliansky, O. Fillieule, N. Mayer, *L'altermondialisme en France*, Paris, Flammarion, 2005.

emploi », des « sans-domicile », des « sans-papiers », ce qui a ouvert une nouvelle phase de ce processus de fédéralisation avec la construction du réseau « no vox ». Bref, ces processus d'alliance et de regroupement ne débutent pas avec l'altermondialisme mais lui sont antérieurs.

Comment ces forces si différentes parviennent-elle alors à faire mouvement ? Plusieurs facteurs sont à l'œuvre. Il y a d'abord ces processus de fédéralisation et de développement de liens à l'échelle transnationale qui ont été établis avant la naissance de l'altermondialisme, au sein de toutes les familles de mouvement. La famille écologiste-environnementaliste s'est remobilisée et a retissé des liens au niveau national et au-delà des frontières, à partir du sommet de Rio en 1992. Même chose pour les femmes avec la préparation de la marche mondiale des femmes et, en France, avec la manifestation de novembre 1995. Chacune de ces familles avait soit déjà des liens établis au cours des années 1970, soit avait réactivé ces liens dans les années 1990, ce qui est une bonne illustration de la thèse de Verta Taylor sur les structures de rémanence [2]. Ce processus de remobilisation au sein de chacune des familles a tendance à s'élargir. L'année 1995 est une nouvelle étape jetant des passerelles entre les « sans » et les nouveaux syndicats. Le second élément qui favorise ce mouvement commun est la multipositionnalité des militants. Dans la mouvance altermondialiste, il y a deux sortes de figures : des primo-militants ou des multi-engagés. Parmi nos enquêtés du deuxième Forum Social Européen, on note une affiliation moyenne de 2,4 organisations. Sachant qu'il y a une grande partie des militants qui n'ont aucune affiliation, vous imaginez… Ces multi-engagés favorisent le rapprochement des organisations et cela renvoie à une idée qui nous est chère, celle de travailler sur ces *brokers*, ces courtiers qui mettent en relation différents univers militants. Le troisième élément, et cela a été une grande surprise de notre enquête est le suivant : quelles que soient les affiliations associatives ou syndicales des participants à ces événements, on remarque qu'ils partagent des motivations communes à l'engagement. On aurait pu croire, et nous avions posé plusieurs questions pour comprendre les causes et les enjeux qui les avaient conduits à se rendre au FSE ou à l'anti-G8, que les motivations étaient très éclatées entre familles de militants. À l'inverse, on s'est rendu compte

2. Une traduction de l'article fondateur de Verta Taylor est établie par Olivier Fillieule, sous le titre « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », in O. Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 229-250. Verta Taylor défend la thèse selon laquelle la continuité entre les mouvements sociaux est rendue possible par la mise en veille (*abeyance process*) de certaines structures (*abeyance structures*) des mouvements sociaux précédents dans des contextes politiques peu propices ; ces structures dormantes jouant alors le rôle de « passeurs entre deux étapes d'une mobilisation » (p. 230) qui permettent l'établissement de liens organisationnels et idéologiques entre différents mouvements sociaux. Ces organisations sociales dormantes, en faisant le lien entre anciens et nouveaux mouvements sociaux et en établissant une base légitime de contestation du *statu quo*, peuvent ainsi être considérées comme des agents du changement social.

que, quelle que soit l'appartenance militante principale déclarée, tous les militants déclinent des priorités identiques, à savoir : la solidarité avec les pays du Sud, la question de l'écologie et la toute-puissance des multinationales, et cela qu'ils soient d'abord syndicalistes ou issus d'une organisation confessionnelle, etc. Il y a donc des motivations communes à l'engagement. Le quatrième élément qui favorise ce processus est le fait que les militants possèdent des propriétés sociales, culturelles et politiques favorisant le rapprochement des points de vue. Nos enquêtés du second FSE ont un profil extrêmement homogène : un capital culturel et un capital social important ; des individus appartenant aux classes moyennes et moyennes-supérieures, pour la moitié dans la fonction publique ; des populations traditionnellement à gauche. Très certainement, cette homogénéité des profils sociographiques favorise ce processus. Le dernier élément a déjà été évoqué : dans un contexte de fragilité des organisations, il y a une sorte d'obligation de se regrouper pour agir en commun. Les clivages idéologiques sont moins importants, sans doute, et ces rapprochements ont été rendus possible par la fin de la guerre froide.

Tracés : *Vous parlez de motivations communes chez les militants et ensuite vous évoquez un capital culturel important, des trajectoires proches, est-ce que vous établissez un lien entre ces deux aspects ?*

I. Sommier : Bien entendu. On l'explique d'ailleurs assez simplement puisqu'il s'agit, comme le dit S. Tarrow, de « cosmopolites enracinés » (*rooted cosmopolitan*). Parmi les militants, la plupart ont un rapport particulier à l'international. Nous avons eu une intuition : qu'il y avait peut-être des dispositions à l'engagement pour le proche-lointain, caractéristique de l'engagement altermondialiste. En posant des questions sur les expériences de vie à l'étranger, les relations professionnelles ou affectives avec d'autres pays, et la pratique des langues étrangères, on a remarqué des profils plutôt cosmopolites. Cela étant, pour avoir cette empathie pour le proche-lointain, se projeter sur une cause assez abstraite, il faut bien sûr des ressources. Ces ressources sont fournies par le capital culturel, une certaine sécurité économique et l'appartenance aux classes moyennes-supérieures.

Tracés : *Vous parlez du haut niveau de capital culturel des militants, mais qu'en est-il chez les « sans » ? Refusent-ils les représentants ? Est-ce que sont les « moins dépourvus » de capitaux qui remplissent ce rôle ?*

I. Sommier : Les « sans » ont été déterminants dans ce renouveau de la contestation qui est un peu le préalable, en France, de la contestation altermondialiste. Cependant comme d'autres groupes, ils ont un rapport ambivalent à l'espace de l'altermondia-

lisme. Ils entretiennent un rapport critique qui les conduit toujours à être à la fois dans le « in » (le forum social officiel) mais aussi dans le « off », c'est-à-dire dans les initiatives qui profitent de ce moment pour s'organiser, mais qui sont en dehors de l'espace proprement dit du FSE ou de la contestation anti-G8. Cette critique se fonde notamment sur l'argument de la place insuffisante qui est faite aux populations à faibles ressources. Le type de recherche que nous avons menée, une enquête par questionnaire, conduit d'ailleurs à une sous-estimation des populations les plus fragiles qui s'auto-excluent de ce type d'enquêtes, trop fastidieuses, longues, qui réclament un rapport à l'écrit qui est plus le propre des catégories moyennes ou supérieures. Notre enquête sur-représente ainsi sans doute le pôle « capital culturel et capital social supérieurs ». De surcroît, les « sans » se rassemblaient loin du cœur du forum et assistaient peu aux séminaires, il y a probablement un biais de ce point de vue-là. De façon plus intuitive, les responsables de ces mouvements ne sont pas parmi les populations directement touchées par les causes qu'ils défendent, mais ce sont souvent d'anciens militants des années 1970 ; on peut aussi remarquer que le militantisme dans les organisations de « sans » est un moyen pour des individus des catégories les plus fragiles de reprendre pieds et d'entamer un processus de réinsertion sociale et politique. De cette manière, l'engagement dans les mouvements de « sans » pourrait remplir la fonction qui avait été celle du Parti communiste jusque dans les années 1970 pour combler le handicap scolaire des ouvriers.

Tracés : *Vous montrez que la dispersion organisationnelle a eu pour corollaire le fait qu'aucune règle formée dans une histoire commune à ces différentes organisations, aucun référent commun, ne pouvait permettre de stabiliser les attentes et anticipations et d'orienter les pratiques des participants à l'organisation du forum. Comment ces organisations ont-elle réussi à élaborer des règles communes d'action et comment ces règles ont-elles émergé et ont-elles été acceptées ? Est-ce que ce sont les organisations les plus importantes qui ont dicté leurs règles de fonctionnement ?*

I. Sommier : Ce ne sont pas les organisations les plus importantes ! C'est plus compliqué. Bien entendu, construire un événement comme le FSE absorbe les énergies militantes de plusieurs organisations pendant à peu près un an. Il faut trouver des règles pour faire coopérer des organisations très diverses, voire rivales, sans expérience de fonctionnement en commun préalable. Il n'est pas facile de parler en même temps aux anarchistes et à Caritas (ONG catholique), encore que les anarchistes n'étaient pas dans le « in ». Ces règles devaient être élaborées en « marchant », sur la base du respect de la charte de Porto Alegre, c'est-à-dire selon trois principes majeurs : l'interdiction des partis politiques ; le refus de porte-paroles du mouvement altermondialiste comme de toute conclusion programmatique à l'issue du forum. À partir

de là, une architecture complexe a été mise en place : une assemblée européenne qui rassemblait les militants de différents pays et, dans le pays organisateur, un comité d'initiative français regroupant près de 300 organisations dont la plupart n'ont pas été investies. Il suffisait qu'elles respectent les principes extrêmement généraux de la charte pour pouvoir être signataires. Une structure plus petite, le secrétariat d'organisation qui regroupe une vingtaine d'organisations, a pris en charge le déroulement du forum sur la base des décisions prises à l'échelle européenne. Ces organisations devaient ainsi disposer d'un délégué qui donne du temps régulièrement pour le secrétariat d'organisation, ce qui est déjà une contrainte qui limite le nombre d'organisations réellement en mesure de s'impliquer dans une telle préparation totalement chronophage (au départ une journée puis rapidement plusieurs jours par semaine). Il faut que l'organisation décide de mandater quelqu'un et possède les forces militantes nécessaires pour déléguer un de ses représentants à demeure.

Le principe est celui du fonctionnement au consensus afin de limiter ou d'empêcher tout recours au vote, de façon à ce qu'il n'y ait pas une majorité et une minorité, et d'élaborer des positions en commun. Le fonctionnement au consensus demande du temps, cette contrainte favorisant un processus de rétraction des organisations capables de participer à ces discussions. Et puis, les savoir-faire militants sont extrêmement importants dans la mesure où certaines des décisions sont prises « à l'usure » ; il faut donc être disponible et rompu à la négociation. Les organisations qui profitent de ce mode de fonctionnement ne sont donc pas forcément les plus puissantes numériquement. On distingue deux types d'organisations qui en « profitent » : des organisations à fortes ressources (militantes, matérielles…) dont le retrait menacerait l'initiative. Par exemple, le retrait d'une grande centrale syndicale serait trop coûteux ! À l'inverse, il y a des organisations qui ont un poids sans commune mesure avec leur importance numérique, mais dont le retrait serait là trop coûteux symboliquement. Le MIB (Mouvement Immigration Banlieue), par exemple, possède peu de militants, quelques centaines, mais a un poids symbolique fort (et des savoir-faire bien constitués), car elle est la seule organisation disant représenter une frange de la population laissée de côté, des jeunes de milieux populaires issus des banlieues. C'est un mode de fonctionnement original quand on s'intéresse aux capitaux déployés par les uns et les autres, un mode de fonctionnement marqué par l'obligation de coopérer pour réussir.

Tracés : *On associe souvent, à tort ou à raison, l'altermondialisme à une forme de démocratie directe. Dans le déroulement même des débats, dans la répartition de la parole, comment parvient-on à établir une certaine égalité entre la tribune et la salle ?*

I. Sommier : Je reste assez dubitative sur le fait que l'« altermondialisme » soit un mouvement plus démocratique que d'autres, même si la question de la démocratie participative/délibérative est un thème fort de cette nébuleuse. Du point de vue du fonctionnement des organisations, tout dépend. La crise actuelle d'Attac laisse planer quelques doutes sur son fonctionnement démocratique. Dans des collectifs plus informels, les personnalités charismatiques trouvent facilement leur place. En ce qui concerne la circulation de la parole, tout dépend du type de rencontres. Les assemblées plénières sont de l'ordre de meetings politiques : les leaders ou les grandes figures interviennent sur le mode de l'harangue et dans ce cas il n'y a pas de débat. Les séminaires, forme intermédiaire, laissent plus de place à la discussion. Enfin, les ateliers autogérés dans lesquels a lieu un véritable échange entre le public et les intervenants constituent une forme plus libre, mais là encore tout dépend. Dans certains ateliers, il existe des règles : il faut s'inscrire, attendre son tour, il y a un micro… pour d'autres pas du tout. Il n'y a pas en en France, contrairement à d'autres pays, comme le Canada, des règles strictes : doivent alterner des paroles d'hommes et des paroles de femmes, des paroles de minorités, etc. C'est une culture qui n'est pas encore arrivée ici.

Tracés : *Ce que vous décrivez ressemble énormément à ce qui peut se produire dans d'autres mouvements sociaux. On pense au mouvement étudiant, par exemple, où les assemblées générales fonctionnent sur le même mode (organisation des débats, prise de décision…). Dans quelle mesure, ces modes d'organisation peuvent-ils être considérés comme nouveaux ?*

I. Sommier : Vous avez tout à fait raison. La seule nouveauté véritable et la seule intrigue, c'est comment des organisations arrivent à coopérer et à construire ensemble un événement, mais en ce qui concerne la prise de parole, ou l'organisation, il n'y a pas de véritables nouveautés, hormis la dimension slogan et surtout cosmétique de la revendication délibérative, du fonctionnement au consensus. Les premières expériences similaires ont eu lieu dans les années 1970 avec des formes d'auto-organisation collectives informelles, provenant de la culture libertaire.

Tracés : *Les Forums sociaux sont l'une des formes prises par les mobilisations en opposition à la « mondialisation néo-libérale » ; ainsi, à l'occasion des sommets de l'OMC, du G8, etc., les opposants ont mis en œuvre des modes de contestation, d'organisation (action non-violente ou violentes – on pense par exemple aux Black Block –, usage de l'Internet, forums…), pouvez-vous retracer la genèse de ces « répertoires d'action collective » ? Sont-ils originaux ?*

La notion de « répertoire d'action collective »

La notion de « répertoire d'action collective » développée par Charles Tilly vient de l'observation selon laquelle on n'utilise pas les mêmes modes d'action selon les lieux et la période. Il y a une historicité et une localisation des types d'action auxquels on peut recourir qui sont tributaires de l'évolution des structures sociales et politiques. À un moment donné dans un pays précis, les acteurs peuvent puiser dans une gamme qui est à peu près définie, comme dans le jazz, par exemple et innover à partir de là. Le charivari, la mise au pilori, sont des actions qui n'existent plus. À l'inverse, il y a des formes de protestation dans les pays africains qui ne sont pas considérés comme des formes de protestation en Occident (certains codes vestimentaires par exemple). Le répertoire d'action moderne sur lequel nous vivons encore aujourd'hui, et constitué de grèves et de manifestations à dimension essentiellement nationale, a émergé au cours du XIXe siècle.

I. S.

Certains auteurs prétendent aujourd'hui que l'on est en train d'assister à l'émergence d'un nouveau répertoire d'action qui serait marqué par les dimensions transnationale et solidariste (faisant intervenir le droit). Si les modes de revendication centrés sur le droit ont gagné du terrain, en revanche la dimension transnationale me paraît plus surfaite, elle relèverait plus d'enjeux d'acteurs et d'une représentation de soi que d'une réalité. Pour moi, la seule innovation vient de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Très certainement, Internet joue un rôle essentiel dans la diffusion de l'information et le développement d'une contestation à moindre coût, la vélocité de cette mobilisation et l'apparition de nouvelles formes d'action comme le mail bombing ou les « sit-in virtuels ». En dehors d'Internet, le mouvement altermondialiste n'innove pas. La seule chose qui est intrigante, c'est que le mouvement a recours à toute la palette du répertoire d'actions qui va du lobbying à la désobéissance civile mais cela a partie liée avec la dimension multi-organisationnelle du mouvement.

Tracés : *Les groupes acquièrent de nouveaux modes d'action en entrant dans cette nébuleuse altermondialiste ? Ou est-ce la rencontre de ces différents groupes qui rend possible la coexistence de modes d'action très éloignés, des manifestations violentes menées par l'ultra-gauche aux forums de discussion, par exemple ?*

I. Sommier : Oui, je crois que cette coexistence est l'effet de ce champ multi-organisationnel. Ce mouvement produit aussi une sorte de lissage des causes : certains groupes tendent à élargir leurs revendications et finalement à être un peu attrape-tout et ne plus se différencier nettement les uns des autres, Attac par

exemple, a débuté avec la taxe Tobin et parle maintenant aussi d'écologie. Les groupes se distinguent de moins en moins du point de vue des causes qu'ils défendent : il y a un effet d'homogénéisation et de lissage. Les militants vont plutôt choisir l'organisation en fonction du mode d'action dans lequel elle est spécialisée. Si vous recherchez un militantisme savant, de contre-expertise, vous irez à Attac, car une des motivations les plus importantes des membres d'Attac, c'est de se cultiver, d'apprendre des choses. Si vous êtes plutôt en attente de modes d'action plus « coup de poing », vous irez plutôt à Greenpeace En revanche, les « Black Block » n'ont rien de nouveau ; il y a souvent dans des manifestations de grande ampleur des petits groupes qui utilisent la violence.

Tracés : *Quel serait alors le rapport entretenu par ces nouveaux mouvements contestataires avec l'usage de la violence politique ? Cette question permet-elle de faire le lien entre ces différents mouvements ?*

I. Sommier : Mis à part les chercheurs qui arrivent à l'altermondialisme par l'étude des mouvements sociaux récents, ce qui n'est pas mon cas, nous sommes tous arrivés à l'altermondialisme par les organisations antérieures. Certains y sont arrivés par les syndicats ; moi j'y suis arrivée par la gauche radicale, puisque avec ma thèse j'arrête ma recherche sur les activités d'extrême gauche à la fin des années 1970. Je reprends mon intérêt pour ces questions autour de la gauche radicale par l'altermondialisme, en constatant trois séries de liens entre les deux époques et types de mouvements. D'abord du point de vue générationnel puisqu'un bon nombre de militants de l'extrême gauche ont poursuivi leur carrière militante chez les « sans » ou dans les nouveaux syndicats comme Sud puis dans l'altermondialisme ; par exemple, la présence des militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire est notable dans l'altermondialisme. Du point de vue ensuite des thématiques qui sont assez proches : la remise en cause du fonctionnement des organisations, le questionnement de la frontière entre social et politique et l'expérimentation d'autres formes de pratiques politiques. Enfin les modes d'actions qui puisent dans l'ensemble de la palette et notamment dans les actions directes que j'avais étudiés dans la mouvance autonome, sont des éléments de transition entre les différentes époques : la réappropriation du salaire social, la théâtralisation des actions, etc. À l'exclusion notable de la question de la violence, qui est devenue totalement taboue, en tout cas la violence contre les personnes. Je ne connais pas de groupe faisant partie de la nébuleuse altermondialiste qui revendique ou légitime des actions violentes contre les individus. Il y a une mouvance d'influence libertaire qui légitime et qui recourt à la violence contre les biens, mais avec une dimension essentiellement symbolique (attaque contre les enseignes commerciales, etc.) qui peut d'ailleurs s'accompagner d'un discours sur

la répartition des richesses, et à des fins spectaculaires pour attirer l'attention des médias. Quant aux affrontements avec la police, cette dimension est présente dans toutes les manifestations de grande envergure.

Tracés : *Vous évoquez la moindre distinction des causes défendues par ces organisations. Vous avez aussi parlé de la perte d'influence des mouvements communistes comme une cause probable de ces rapprochements…*

I. Sommier : Oui, cela a exercé un effet de détente. Ca rend possible le dialogue entre des organisations comme la CGT, le MIB et le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement).

Tracés : *Mais peut-on alors dire que les mots d'ordre véhiculés par les organisations relevant de l'altermondialisme rompent avec une idéologie fondée sur l'opposition de classe ?*

I. Sommier : Je ne crois pas du tout. D'abord, je pense qu'utiliser le terme néo-libéralisme, c'est un moyen facile pour éviter de parler d'anti-capitalisme, et que si la question des classes sociales (qui commence d'ailleurs à ré-émerger) est moins visible c'est uniquement pour des raisons d'opportunité. Je ne crois pas que les organisations qui avaient une grille de lecture en termes de classes l'aient abandonnée. Maintenant, cette lecture est moins présente parmi les nouvelles organisations, parce que la culture marxiste a perdu du terrain. Ce qui a fondamentalement changé, c'est que ces organisations ne pensent plus au « Grand soir ». La perspective eschatologique et la légitimation d'un scénario faisant appel à la violence révolutionnaire insurrectionnelle ont disparu.

Tracés : *Au-delà du Forum Social Européen, les objectifs poursuivis par les mouvements composant l'altermondialisme, sont souvent assez ciblés et relèvent d'interrogations sociales, humanitaires ou écologistes, à tel point qu'on se demande si les catégories actuelles du champ politique sont adéquates. Peut-on parler d'un engagement politique* stricto sensu *quand la plupart des organisations refusent de participer au jeu parlementaire et poursuivent des buts alternatifs ?*

I. Sommier : Non, je ne suis pas d'accord. Ils ne refusent pas du tout. Il n'y a pas de changement de ce côté-là, mise à part la mouvance libertaire qui refuse le vote, même si ce n'est pas vrai pour toutes ses composantes d'ailleurs. Les autres groupes ne sont pas du tout anti-système ou anti-politique comme on dit en Italie. D'ailleurs, dans notre enquête, on voit bien que l'une des particularités des militants de ces organisations réside dans leur forte activité contestataire mais aussi dans leur participation politique conventionnelle. Ce qui montre bien *in vivo* le continuum entre le vote

et la participation politique hétérodoxe. Les plus engagés sont aussi ceux qui vont le plus souvent voter, même pour voter blanc et qui sont attachés au vote. Hormis une frange étroite de la nébuleuse, les organisations qui participent aux mouvements altermondialistes considèrent que protester et chercher à tisser des liens avec les institutions politiques (municipales, nationales ou européennes) sont deux actions tout aussi légitimes l'une que l'autre.

Tracés : *Selon vous, cela ne créée pas de nouvelles lignes de fracture au sein de l'espace politique ?*

I. Sommier : Si. Pour aller vite, on peut repérer deux stratégies. La première, majoritaire, que l'on peut qualifier de contre-hégémonique, est propre à ceux qui considèrent que le mouvement est engagé dans un processus d'influence de longue durée qui a déjà commencé à porter ses fruits puisque le TINA (« There is no alternative ») de Margaret Thatcher commence à être ébranlé. La stratégie consiste à poursuivre ce travail contre-hégémonique en passant par l'influence des hommes politiques, afin de les gagner à cette cause d'un « autre monde possible ». Et puis, il y a une autre stratégie, celle du contre-pouvoir qui considère que la question du débouché politique des luttes ne se pose pas. Que ce n'est pas dans l'espace politique que l'on peut attendre un changement, mais à l'inverse dans la construction de contre-pouvoirs, d'espaces libérés de l'emprise étatique : soit de façon temporaire (comme dans les Zones d'Autonomie Temporaire [3]) soit dans la construction d'espaces libérés, de micro-sociétés, comme peuvent l'être le squat ou les nouvelles expériences de vie communautaire revenant à des modes de vie du XIXe siècle.

Tracés : *Dans quelle mesure ces stratégies déplacent-elles les lignes de fracture du politique tel qu'il est envisagé dans les médias ou par les acteurs dans le jeu parlementaire ? La catégorie « politique » a-t-elle encore un sens ? Qu'en est-il du « social » ?*

I. Sommier : Je pense que ce mouvement poursuit des questionnements anciens qui visent à faire de la politique autrement. On retrouvait déjà cette aspiration dans les expériences du PSU, par exemple, et qui puisait déjà dans le bouillonnement dans années 1960 la revendication d'une démocratie participative, le brouillage des catégories du social et du politique. Ces revendications proviennent de deux pôles. Un rameau catholique et un rameau libertaire, avec l'idée du refus de la frontière entre

3. Zone d'Autonomie Temporaire est la traduction française de l'expression Temporary Autonomous Zone (TAZ), introduite par Hakim Bey dans un ouvrage éponyme, qui est devenu un livre culte dans les milieux anarchistes. Le principe de ces TAZ est de créer, pour un temps donné, des zones soustraites à l'emprise étatique, aux médias dominants ainsi qu'à l'économie capitaliste. Ces zones sont, la plupart du temps, organisées selon le principe de l'autogestion.

l'espace social et l'espace politique. De ce point de vue, le mouvement altermondialiste revendique de faire de la politique et ne pas laisser la question politique aux partis et aux hommes politiques. C'est un débat lancinant, en particulier en France, en raison de l'empreinte libertaire dans ce pays, qui a connu une période d'effervescence dans les années 1960. Il y a d'ailleurs beaucoup de liens, ne serait-ce que par les thématiques et les militants, entre cette période et la période actuelle.

Tracés : *Croyez-vous que ces nouvelles formes d'engagement signent la fin des militants, comme une littérature sociologique récente l'affirme ?*

I. Sommier : Non, bien au contraire. Je crois qu'il y a une soif de participation politique tout à fait importante dans notre pays. Par exemple, le militantisme associatif a fait un bond à partir des années 1980, et les jeunes que l'on dit apathiques sont beaucoup engagés dans des mouvements associatifs. Si crise il y a, c'est celle d'un certain type de militantisme que l'on pourrait qualifier de « traditionnel ». La posture critique, qui nous vient de l'après-68, sur le fonctionnement des appareils, correspond à une aspiration à plus d'autonomie qui renvoie à des évolutions d'ordre culturel et social lourdes. Je ne crois ni à la fin des militants, ni à l'émergence d'un militantisme radicalement nouveau, en tout cas si cette thématique est utilisée comme cheval de bataille pour enterrer plus encore l'« ancien » mouvement social que serait le mouvement ouvrier. Il y a des nouvelles aspirations et des nouvelles postures à l'égard des organisations quelle qu'elles soient, certes, mais de là à opposer deux types de militantisme, il y a un pas que je ne franchis pas. D'autant que cela procède souvent d'une vision un peu caricaturale de ce qu'était ou ce qu'est le militantisme ouvrier.

Tracés : *La diffusion de thématiques autour du réseau ou de l'autonomie que l'on a vu apparaître d'abord, d'après les travaux de Luc Boltanski et Eve Chiapello, dans les entreprises, relèverait donc davantage d'un discours idéologique que d'une réalité ?*

I. Sommier : Non. Boltanski et Chiapello montrent au contraire très bien que le capitalisme se ressource à sa critique et que l'on ne peut pas analyser la politique contestataire indépendamment de ce contre quoi cette politique s'érige. De la même façon que le capitalisme s'est ressourcé aux dispositions issues de 68, il commence déjà à se ressourcer à la critique « alter » avec les labels verts, les chartes de respect des salariés, etc. Il y a ainsi un isomorphisme de la contestation et du capitalisme que l'on retrouve notamment dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication, dans la forme réticulaire ainsi que dans l'association grandissante entre savoir et pouvoir.

Propos recueillis par Paul Costey et Anton Perdoncin

Bibliographie d'Isabelle Sommier

– *La violence politique et son deuil. L'après-68 en France et en Italie*, Presses Universitaires de Rennes, 1998.
– *Les mafias*, Paris, Montchrestien, 1998.
– *Le terrorisme*, Flammarion, coll. Dominos, 2000.
– *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Flammarion, coll. Dominos, 2001.
– *La France rebelle* (en co-direction avec Xavier Crettiez), Paris, Michalon, 2002 (réédition revue et augmentée, octobre 2006).
– *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2003.
– *Radiographie du mouvement altermondialiste* (en co-direction avec Éric Agrikoliansky), Paris, La Dispute, 2005.
– Avec Jean Brugié, *Officier et communiste dans les guerres coloniales*, Paris, Flammarion, 2005.